

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES












---

**Consultation 25S0088 - Fourniture de denrées  
alimentaires pour l'EHPAD Myosotis de Couches**

---

**EHPAD de Couches**  
ROUTE DE CHALENCEY  
71490 COUCHES

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture de denrées alimentaires pour l'EHPAD Myosotis de Couches
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Préambule.....	4
1.2 - Objet du contrat.....	4
1.3 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	5
5.1 - Durée du contrat.....	5
5.2 - Délais d'exécution .....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6.3 - Remise sur catalogue.....	7
6.4 - Offres promotionnelles .....	7
7 - Garanties financières .....	7
8 - Avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
12.1 - Vérifications .....	10
12.2 - Décision après vérification .....	10
13 - Garantie des prestations .....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités.....	11
15.1 - Pénalités de retard.....	11
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	12
16 - Assurances.....	12
17 - Résiliation du contrat .....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	13
19 - Dérogations.....	13

# I - Dispositions générales du contrat

## I.1 - Préambule

Le CH Chalon sur Saône - William Morey, établissement support du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan, ci-après dénommé « pouvoir adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties du GHT suivants :

- Centre Hospitalier de Montceau les Mines : BP 189 - 71300 MONTCEAU LES MINES
- Centre Hospitalier d'Autun : 7 bis rue de Parpas - 71400 AUTUN
- Centre Hospitalier de Chagny : 16 rue de la Boutière - 71150 CHAGNY
- Centre Hospitalier de la Bresse Louhannaise : 350 avenue Fernand Point - 71500 LOUHANS
- Etablissement Public de Santé Mentale 71 : 55 rue Auguste Champion - 71100 SEVREY
- Centre Hospitalier de La Guiche :
  - Site de la Guiche : Le Rompoix - 71220 LA GUICHE
  - Site du Mont Saint Vincent (EHPAD) : Place du Château - 71300 MONT SAINT VINCENT
- EHPAD Les Marronniers : Place Claude Burgat - 71320 TOULON SUR ARROUX
- EHPAD Fougerolles : 13 rue Grillot - 71360 EPINAC
- EHPAD Myosotis : Route de Chalencey - 71490 COUCHES

Adresse du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey : 4 rue Capitaine Drillien - 71100 CHALON SUR SAONE

Le CH Chalon sur Saône - William Morey assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux / régionaux.

L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan.

Le présent marché concerne l'EHPAD Myosotis de Couches.

## I.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de denrées alimentaires pour l'EHPAD Myosotis de Couches.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'établissement bénéficiaire.

## I.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
1	Produits surgelés
2	Epicerie

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## I.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## I.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement bénéficiaire de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'EHPAD Myosotis peuvent être honorés par le titulaire.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le bon de commande de l'établissement

### CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat de l'établissement bénéficiaire.

Les conditions générales de vente (CGV) et/ou d'achat du titulaire ne sont pas applicables, sauf si celles-ci ne sont pas contraires au présent cahier des charges.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les modalités relatives à la protection des données sont indiquées dans l'annexe I au présent CCAP.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme, pour une seconde période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2027.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'établissement bénéficiaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Les livraisons débuteront le 1er janvier 2026. De ce fait, les bons de commande pourront être émis avant cette date, afin que l'établissement puisse recevoir ses marchandises pour la semaine 1.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont hors TVA. Ils sont libellés en Euros, avec un maximum de trois décimales.

Le taux de TVA doit être indiqué dans le bordereau des prix unitaires. Celui-ci fera ressortir le montant global (HT et TTC) du marché.

Les prix sont réputés comprendre obligatoirement l'ensemble des taxes fiscales et parafiscales.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de livraison des marchandises.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont révisibles à la hausse ou à la baisse dans les conditions définies à l'annexe 2 au présent CCAP.

Le mois de référence de la cotation pour la remise de l'offre est celle de novembre 2025.

Pour les révisions de prix, la cotation à utiliser est celle du mois M-3 (révision des prix prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2027, la cotation à utiliser sera celle de septembre 2026).

Lors de la révision de prix, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre zéro et quatre (valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la quatrième décimale est comprise entre cinq et neuf (valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

En cas de suppression de l'indice de référence, l'indice de substitution préconisé par l'organisme de publication s'applique de plein droit.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le calcul de la révision des prix est à la charge du titulaire. La demande de révision, accompagnée de la cotation correspondante, doit être adressée au pouvoir adjudicateur en recommandé électronique type LETRECO, à l'adresse mail [cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:cellule.marches@ch-chalon71.fr), après la parution des indices de révision et sans relance de la part de l'établissement bénéficiaire ou du pouvoir adjudicateur.

La révision de prix doit reprendre la forme du bordereau des prix unitaires, et indiquer en sus les valeurs des cotations des différents mois ayant permis les calculs (cette information peut être transmise dans un document annexé au bordereau des prix unitaires révisé).

La première révision des prix ne peut intervenir avant le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Pour les lots ou fournitures non couverts par une cotation ou un indice, l'ajustement des prix à la hausse ou à la baisse s'effectue selon le prix unitaire HT figurant au tarif général du titulaire. Dans ce cas, l'augmentation de prix ne peut en aucun cas excéder 5%. Cette demande d'augmentation doit dans tous les cas être accompagnée d'une note ou de tout document permettant de justifier de l'évolution des prix.

Dans l'hypothèse où la demande de révision de prix est supérieure à 5%, le pouvoir adjudicateur négocie l'évolution des tarifs avec le titulaire et/ou se réserve le droit de résilier le marché, en application de l'article 40 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire la production de factures attestant de l'augmentation des coûts. En vertu du Code de la commande publique, l'établissement bénéficiaire ne peut supporter 100% de l'augmentation des coûts. A minima, 10% doivent rester à la charge du titulaire.

### **6.3 - Remise sur catalogue**

Les marchés visent principalement les fournitures référencées sur les BPU, mais également les produits figurant dans les catalogues du titulaire et relevant de l'objet du marché.

La catalogue des prix du titulaire est obligatoirement en lien avec l'objet du marché et les lots qui lui ont été attribués.

Concernant les articles figurant dans le catalogue remis par le titulaire, leur prix est celui indiqué sur ledit catalogue, auquel est appliqué le pourcentage de remise consenti, indiqué par le candidat sur le bordereau des prix unitaires dans l'encart prévu à cet effet. Cette remise sur catalogue fait partie intégrante du marché.

La remise initialement consentie ne pourra être ni modifiée ni supprimée, elle est fixée pour la durée totale du marché, période de reconduction incluse.

Les prix catalogue sont ajustables à chaque renouvellement du catalogue du fournisseur par référence au tarif général ou au barème que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle, et sur lesquels sont appliqués les taux de remise mentionnés ci-dessus.

Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur ses nouveaux tarifs publics / son nouveau catalogue au plus tard 30 jours avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications (envoi aux adresses mails [cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:cellule.marches@ch-chalon71.fr) et [anais.trivier@ch-chalon71.fr](mailto:anais.trivier@ch-chalon71.fr)). Aucune relance ne sera réalisée par le pouvoir adjudicateur.

### **6.4 - Offres promotionnelles**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, faire bénéficier l'établissement bénéficiaire d'offres promotionnelles exprimées en prix / pourcentages / unités gratuites.

Les prix des produits figurant dans le bordereau des prix unitaires et/ou dans les catalogues du titulaire peuvent donc temporairement évoluer à la baisse dans ce cadre, sans que le marché ne nécessite une modification.

Le titulaire adresse l'offre promotionnelle au pouvoir adjudicateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et en lui communiquant toutes les informations utiles : durée de validité, désignation des produits concernés (références, libellés, ...), ...

Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre sont à nouveau en vigueur.

## **7 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 267 100 154 00033

Dans l'éventualité où le fournisseur serait titulaire de plusieurs lots, une facture par lot sera établie pour la période considérée.

Le titulaire établira une facture mensuelle, reprenant les bordereaux de livraison du mois écoulé.

Cette facture devra être transmise à l'établissement bénéficiaire au plus tard le 5 du mois suivant l'exécution des prestations.

A défaut de pouvoir établir une facture par mois, il est demandé une facture par quinzaine ou par dizaine.

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à



courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

#### Stockage, emballage et transport

Les dispositions applicables au stockage, à l'emballage et au transport des fournitures sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux fournitures livrées ainsi qu'aux modalités de transport. La qualité de ces emballages est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restent la propriété du titulaire. Tout emballage endommagé sera refusé. Dans ce cas, le titulaire doit, à ses frais, livrer dans les plus brefs délais la quantité de fourniture non admise.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage, de transport et de déchargement des fournitures s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

Les fournitures doivent être livrées en franco de port, quel que soit le montant de la commande.

En cas d'impossibilité de livrer tout ou partie des fournitures à la date prévue, le titulaire doit aviser préalablement l'établissement et lui communiquer une ou plusieurs dates de livraison.

En cas de rejet de tout ou partie des fournitures pour non-conformité à la commande ou non-respect des stipulations prévues au marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des fournitures sont à la charge du titulaire.

Le titulaire ne peut imposer de minimum de commande à l'établissement.

Les camions du titulaire doivent être équipés du matériel nécessaire au déchargement des fournitures. Le transport doit être effectué dans des véhicules conformes aux prescriptions des emballages.

Points d'attention :

- Dans la mesure du possible, la durée de vie doit être homogène pour un même produit
- Lors d'une livraison uniquement de plusieurs commandes, le titulaire doit dissocier les produits par bon de livraison et bon de commande
- La palettisation s'effectue avec les produits fragiles au-dessus, si besoin avec protection, avec un rangement régulier afin de prévenir les risques de renversement
- Les fiches logistiques ne doivent pas être collées sur les opercules et/ou étiquettes des produits

#### Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

En aucun cas les fournitures ne devront être laissées à l'extérieur du bâtiment par le transporteur.

La DLC / DLUO / DDM résiduelle à réception ne devra pas être inférieure aux 2/3 (arrondi supérieur) de la DLC / DLUO / DDM totale, sauf cas particulier validé par les deux parties.

En cas de modification des plans de tournée lors des périodes exceptionnelles (férié en semaine, ...), le titulaire doit informer au préalable l'établissement avec un délai de prévenance de 3 semaines à minima, et recueillir son consentement express.

En cas d'erreur dans la livraison, obligeant l'établissement à s'approvisionner chez un autre fournisseur, la différence entre le prix marché et le prix facturé par ce fournisseur de dépannage est à la charge du titulaire du marché (achat pour compte).

#### Lieux, jours et horaires de livraison

Livraison une fois par semaine les lundis ou les mardis, à la cuisine de l'établissement, de 7h15 à 13h30. Une seconde livraison pourra éventuellement être demandée dans le reste de la semaine en cas de besoin.

## **I I - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits.
- La planification du transport des marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'établissement, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.
- Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transport les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

## **I2 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **I2.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.I du CCAG-FCS.

### **I2.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

#### **Rupture ponctuelle d'un produit (entre 1 jour et 1 mois)**

En cas de rupture ponctuelle d'un produit du marché, le titulaire propose un produit de substitution à l'établissement, qui valide ou non la proposition. Ce produit doit être à un prix inférieur ou égal à celui du produit en rupture. La fiche technique devra obligatoirement être transmise.

En cas d'impossibilité ou de défaillance du titulaire à proposer un produit de substitution, l'établissement peut s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers. Dans ce cas, la différence entre le prix du marché et le prix facturé par ce fournisseur sera à la charge du titulaire du marché (achat pour compte).

#### **Rupture d'un produit supérieure à 1 mois**

Le titulaire doit proposer un produit de substitution au pouvoir adjudicateur (CH Chalon sur Saône - Cellule marchés), qui validera le référencement de ce produit en concertation avec l'EHPAD Myosotis. Ce produit doit être à un prix inférieur ou égal à celui du produit en rupture. La fiche technique devra obligatoirement être transmise. En cas d'accord, un avenant sera rédigé.

En cas d'impossibilité ou de défaillance du titulaire à proposer un produit de substitution, l'établissement peut s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers. Dans ce cas, la différence entre le prix du marché et le prix facturé par ce fournisseur sera à la charge du titulaire du marché (achat pour compte).

### **Arrêt de commercialisation d'un produit**

En cas d'arrêt de commercialisation d'un produit par un fournisseur ou industriel, le titulaire devra proposer au pouvoir adjudicateur (CH Chalon sur Saône - Cellule marchés) un produit de remplacement, sans modification du prix unitaire, dans un délai de 3 semaines maximum. Un échantillon pourra être demandé pour l'EHPAD Myosotis. La fiche technique devra obligatoirement être transmise.

Si aucun produit n'est proposé, ou si celui-ci ne correspond pas aux attentes de l'établissement, ce dernier pourra décider de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur. Dans ce cas, la différence entre le prix du marché et le prix facturé par ce fournisseur sera à la charge du titulaire du marché (achat pour compte).

### **Rupture d'un produit en raison d'une pénurie**

Si le titulaire se retrouve en rupture d'approvisionnement de l'un des produits prévus au marché pour une raison indépendante de sa volonté, en raison d'une pénurie généralisée et notoire, il en informe le pouvoir adjudicateur (CH Chalon sur Saône - Cellule marchés) et l'EHPAD Myosotis. Il pourra dans ce cas être relevé de son obligation contractuelle de livrer les quantités prévues au marché, et la possibilité d'achat pour compte sera suspendue.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur (CH Chalon sur Saône - Cellule marchés) tous les éléments nécessaires à l'appréciation du bien-fondé de cette rupture.

Le titulaire propose au pouvoir adjudicateur (CH Chalon sur Saône - Cellule marchés), dans un délai de 15 jours à compter de la constatation de la pénurie généralisée, la fourniture d'un article de remplacement équivalent au prix de l'article initial devenu indisponible.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire dans les meilleurs délais s'il accepte ou non la modification demandée. En cas de validation, un avenant sera rédigé.

### **Défaut de fabrication et rappel de lots**

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot présentant un risque pour le consommateur, le titulaire doit, dès qu'il en a connaissance, contacter l'établissement si celui-ci a réceptionné des produits du lot incriminé et obtenir la confirmation de la bonne prise en compte et de la mise en isolement avant reprise ou destruction des produits.

## **13 - Garantie des prestations**

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

### **Qualité**

Le titulaire s'engage à fournir sur demande toutes les informations concernant les origines des matières premières utilisées pour la fabrication des produits, les méthodes de fabrication, les process qualité mis en œuvre dans les fabrications des produits proposés, les normes qualité en place dans les usines de production ou dans les sites de distribution et tout autre renseignement participant à la qualité des produits proposés.

### **Service**

Le titulaire s'engage à fournir sur demande les éléments suivants :

- tout élément d'assistance technique : passage de technico-commerciaux, ...
- les analyses visant à prouver la conformité aux règlements cités dans le CCTP

Le titulaire s'engage également à fournir sur demande et à chaque modification les fiches techniques actualisées des produits du marché, dès lors qu'elles ne sont pas consultables en ligne.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution des prestations, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **I5.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **I6 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **I7 - Résiliation du contrat**

### **I7.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

### **I7.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le

titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services